

16ème législature

Question N° : 2556	De M. Julien Odoul (Rassemblement National - Yonne)	Question écrite
Ministère interrogé > Égalité femmes-hommes, diversité et égalité des chances		Ministère attributaire > Égalité femmes-hommes et lutte contre les discriminations
Rubrique >ordre public	Tête d'analyse >Hausse du racisme anti-blancs en France	Analyse > Hausse du racisme anti-blancs en France.
Question publiée au JO le : 25/10/2022 Date de changement d'attribution : 12/01/2024 Question retirée le : 11/06/2024 (fin de mandat)		

Texte de la question

M. Julien Odoul appelle l'attention de Mme la ministre déléguée auprès de la Première ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances, sur le racisme anti-blanc qui sévit dans le pays. D'après un sondage de l'institut CSA publié le 5 octobre 2022, 8 Français sur 10 pensent que le racisme anti-blancs existe en France, dans certaines communautés. Les Français interrogés pour ce sondage en sont, eux, convaincus. Le genre des interrogés n'est par ailleurs pas déterminant, hommes comme femmes répondent à 80 % « oui » à la question : « Y a-t-il en France, dans certaines communautés, du racisme anti-blanc ? ». Le seul groupe à considérer que le racisme anti-blanc n'existe pas en France est celui des 18-24 ans, qui répondent « non » à 51 %. La proximité politique n'est pas non plus un sujet puisque là aussi on remarque que le « oui » l'emporte dans toutes les catégories (sauf La France Insoumise, sans surprise). Comment douter encore d'un racisme anti-blanc et plus largement anti-français ? Au début de l'automne 2022, un élu socialiste a démissionné de son mandat d'adjoint au maire des Mureaux, dans les Yvelines, après avoir subi onze agressions, dont des « menaces de mort » et des insultes « homophobes et racistes ». À titre d'exemple, « le blanc, quitte ma ville, on est chez nous ici » est une des agressions verbales subie par cet élu. Le racisme anti-blanc est omniprésent dans certaines communautés, plus que d'autres et se manifeste sous différentes formes. Il s'est développé par haine et mépris de la France et de son Histoire, dont certains se gargarisent et prennent ses défenseurs pour cible. Il faut rappeler ce couple passé à tabac à Lyon le 3 octobre 2021, l'homme frappé aux cris de « fils de pute de blanc ». Il faut rappeler ces policiers agressés à Villeurbanne le 15 novembre 2021, pris à partie par une bande les insultant de « sales Français de merde ». Le racisme anti-blancs n'est évidemment pas une chimère et il est insupportable que nos compatriotes le subissent chez eux, dans leur pays qui, comme le rappelle pertinemment Jacques Bainville, est mieux qu'une race, c'est une nation ! Chaque jour, dans d'innombrables quartiers où la République a perdu pied, les réseaux sociaux relaient des scènes épouvantables où des jeunes « blancs » se font tabasser par des groupes de racailles. Chaque jour, dans les écoles, des enfants sont martyrisés, harcelés, rackettés parce que trop blancs, trop chrétiens, trop français ! Pourtant, la multiplication de ces actes racistes d'une violence inouïe ne semble pas émouvoir la bien-pensance médiatique et politique. Le racisme anti-blancs est un tabou, un tas de poussière que certains s'acharnent à mettre sous le tapis. Les officines « anti-racistes » nient volontairement cette réalité et les apôtres du « vivre-ensemble » essayent même de le légitimer au nom d'une invraisemblable revanche. M. le député demande à Mme la ministre si le Gouvernement reconnaît officiellement et condamne le racisme anti-blancs comme toutes les autres formes de racisme. Il lui demande quelles sont les dispositions qui vont être prises pour protéger les Français contre ce phénomène en forte hausse.

